

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 01/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ**

Parc A - Marne  
47, Avenue Franklin ROOSEVELT  
77210 Avon

Références : D1i 2026-217  
Code AIOT : 0100035285

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ implanté RTE DEPARTEMENTALE 977 51240 Nuisement-sur-Coole. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur le risque lié aux ATmosphères EXplosibles (ATEX).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ
- RTE DEPARTEMENTALE 977 51240 Nuisement-sur-Coole

- Code AIOT : 0100035285
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SFDM est une société anonyme de droit français créée en avril 1993. Elle emploie environ 140 personnes en France. Son siège social est implanté à Avon (Seine-et-Marne). L'établissement régional de Châlons-en-Champagne est constitué de quatre parcs de stockage d'hydrocarbures dans le département de la Marne. Il s'agit de quatre établissements Seveso seuil haut implantés respectivement pour :

- le parc A, sur les communes de Nuisement-sur-Coole (51) et de Breuvery-sur-Coole (51) ;
- le parc B, sur la commune de Cheniers (51) ;
- le parc C, sur la commune de Togny-aux-Boeufs (51) ;
- le parc D, sur la commune de Faux-Vésigneul (51).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 04/04/2013, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Organisation en cas de crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été détectée sur l'absence de consignes à l'entrée des zones à risques ATEX et nécessite des actions correctives de la part de l'exploitant.

Ce point avait déjà été pris en compte par l'exploitant suite à la dernière mise à jour du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). Il est constaté par l'Inspection que le sujet sur la prévention du risque ATEX a été pris sérieusement par l'exploitant et que la démarche mise en place est organisée et réfléchie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/04/2013, article 50
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>1. [...] ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. [...]</p>

<p>2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...].</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 20/11/2025, l'exploitant a envoyé par mail le 03/02/2026, l'état des stocks complété.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son état des stocks simplifié. L'état des stocks est référencé dans le Plan d'Opération Interne (POI).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Organisation en cas de crise

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul>

<p>[...]</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 20/11/2025, la stratégie de prélèvement et les moyens et méthodes prévues pour la remise en état ont été intégrés de manière synthétique au POI. Les éléments ont été envoyés par mail le 03/02/2026 à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont [...] reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des zones à risques a été envoyé en amont de l'inspection le 17/03/2026. La date de mise à jour est le 13/10/2025 comme pour le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). La méthodologie de détermination des zones est présentée dans le DRPCE.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance d'harmoniser les différents documents avec cette nouvelle version du DRPCE, notamment l'Etude De Dangers (EDD) et le POI qui sont en cours de mise à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Identification des zones à risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>[...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les zones ATEX sont bien signalées sur le site, cependant les consignes ne sont pas présentes ni à l'entrée des zones ni dans le POI. Ce point a été identifié dans le DRPCE et fait l'objet d'un plan d'action de la part de l'exploitant. Un groupe de travail SFDM est prévu le 23/03/2026 afin d'harmoniser les consignes de l'entreprise et de définir les panneaux à mettre en place.</p> <p>Les consignes sont présentes sur les plans de prévention. L'entrée au niveau des zones à risques se fait suite à la signature du plan de prévention et d'une autorisation de travail pour les entreprises extérieures. Celles-ci sont toujours accompagnées par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra mettre en place les consignes à l'entrée des zones à risques et les intégrer à son POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La pomperie basse pression est un local fermé et identifié ATEX. Une ventilation est bien présente, elle est asservie à l'ouverture des vannes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Conformité des appareils

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à</p>

l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

Suite à la mise à jour du DRPCE, une adéquation de tous les matériels et des zones à risques a été réalisé par l'exploitant et le bureau d'études. Des point non-conformes sont apparus sur du matériel ancien pour lesquels des certificats doivent être retrouvés. Certains matériels seront changés au fur et à mesure de l'exploitation et des pannes. Ce point a été pris en compte par l'exploitant et fait l'objet d'un plan d'action.

Lors de la visite l'adéquation du matériel a été vérifié par échantillonnage au niveau de la zone de chargement éthanol et de la zone de stockage éthanol. La pompe mobile présente à l'entrée du site a également été vérifiée. Les matériels sont en bon état, le marquage présent et conforme à la zone à risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

[...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

Le dernier rapport de vérification des installations électriques date du 09/10/2025, il présente dix non-conformités dont deux qui ne sont pas encore levées. Elles ont bien été prises en compte par l'exploitant et font l'objet d'un plan d'action sur le logiciel interne. Ce point avait déjà été vu lors de la précédente visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite